A propos des «nouveaux philosophes»

UN LIVRE DE GLUCKSMANN : *LA CUISINIÈRE ET LE MANGEUR D'HOMMES*

«Les nouveaux philosophes» font aujourd'hui les beaux jours de la bourgeoisie. L'un d'entre eux, Glucksmann s'était déjà signalé, il y a peu, par son livre *«La cuisinière et le mangeur d'hommes»*. Livre bien actuel dans ses questions et bien révélateur du propos réactionnaire de cette nouvelle philosophie.

«La cuisinière», c'est celle dont parle Lénine, symbole du peuple qui, dans l'édification du socialisme doit apprendre à accomplir lui-même les tâches du nouvel État, de la démocratie prolétarienne. «Le mangeur d'hommes», telle est l'image qui, en opposition, définit l'URSS d'aujourd'hui, pays des camps de travail et des «asiles psychiatriques», pays où la restauration du capitalisme double l'exploitation féroce de la classe ouvrière d'une oppression fasciste envers tout le peuple.

Sur cette confrontation, Glucksmann tente de fonder une idée bien précise : il y aurait non pas opposition entre socialisme et fascisme, mais identité. Il y aurait un fascisme à double visage, nazi ou socialiste, selon les époques. L'idée n'est certes pas nouvelle, mais ce qui est nouveau, c'est l'emballage. Examinons-le de plus près.

S'EMPARER DES VRAIS PROBLEMES

L'habileté du nouveau philosophe Gluksmann, et ce qui lui donne une certaine force, c'est sa capacité de s'emparer de vrais problèmes, de vraies interrogations. L'a priori dont il part est celui-ci : l'URSS est présenté comme **le** pays socialiste, la patrie du socialisme.

Or, pour les travailleurs, c'est un «modèle» qui suscite plus de réserves, plus de refus et de questions que d'admiration : quel est ce socialisme dont le moteur officiel est comme chez nous, le profit ? Quel est ce socialisme qui enferme ses «dissidents» dans des hôpitaux psychiatriques ? Quel est ce socialisme qui agresse d'autres pays ? Image du socialisme, de moins en moins... Mais image de plus en plus inquiétante, repoussante, telle apparaît l'URSS aux yeux des travailleurs.

Ces interrogations sont aujourd'hui toujours plus vives. Glucksmann ne se préoccupe certes guère de se faire lire des travailleurs : son jargon, bourré d'allusions à une culture universitaire, et qui se veut souvent philosophique, fait de son livre plus un clin d'œil complice envers le fonds commun bourgeois qu'une œuvre politique destinée aux travailleurs. Pourtant l'auteur a bien senti ces interrogations et leur profondeur. Ce dont il s'agit à travers les questions, ce n'est pas tant de l'URSS elle-même, du sort du peuple russe, que de cerner avec plus de précision ce que pourrait être le socialisme en France, quelles garanties aurait le peuple qu'il ne dégénère pas en capitalisme comme en URSS, qu'il ne soit pas un mot vide couvrant des réalités opposées.

Aussi, en reprenant le thème de «l'URSS est socialiste. Regardez bien et tirez en les leçons», le nouveau philosophe enfonce-t-il une porte déjà bien entrebaillée : l'URSS du capitalisme d'Etat, l'URSS où de façon nette, depuis Khrouchtchev une nouvelle bourgeoisie a repris le pouvoir, exerçant une dictature de plus en plus féroce contre le peuple, cette URSS qui n'est plus socialiste qu'au ras du vocabulaire officiel, cette URSS-là n'a pas grand chose à voir avec l'aspiration des travailleurs au socialisme.

S'inscrire dans ce refus de l'URSS comme image du socialisme, telle est la démarche de Glucksmann. Cependant, à aucun moment celui-ci ne cherche à faire de l'URSS une analyse de classe, à esquisser l'histoire de la restauration du capitalisme. Ceci est logique : son but n'est pas de montrer que l'URSS n'est pas socialiste, mais que c'est précisément parce qu'elle est socialiste, qu'elle offre une image aussi repoussante. Son but n'est pas de chercher quel socialisme, à quelles conditions pourrait réellement être œuvre de la classe ouvrière et du peuple, mais d'affirmer que tout socialisme quel qu'il soit, est dans sa nature, répression du peuple, absence de liberté pour le peuple. Son but, c'est de parvenir à convaincre de l'identité de nature entre socialisme et fascisme. On voit sur quelle supercherie repose, dès le départ, cette tentative de démonstration.

L'ÉVIDENCE DU CAMP

Fournie par l'actualité, la première preuve qui doit permettre de tirer toute la chaîne, c'est celle de la répression en URSS : envoi des opposants au régime dans des hôpitaux où ils sont traités comme

A propos des «nouveaux philosophes»

malades mentaux et par une combinaison de mécanismes psychologiques et chimiques, où ils sont progressivement rendus presque incapables de réagir, répression quotidienne contre le peuple, camps de travail, etc.

D'abord, il est fort peu question, de la répression même du peuple, dans son travail, dans sa vie quotidienne; la classe ouvrière et le peuple, non seulement comme témoins mais même comme simple objet d'études sont complètement absents. Une seule chose concentre toute l'attention : les «camps».

Pourquoi ? D'abord parce que c'est une forme de répression qui a suscité des témoignages écrits que le nouveau philosophe utilise d'autant plus largement qu'il n'a pas pour but de chercher les causes profondes de l'existence d'une telle répression aujourd'hui en URSS. Mais l'abondance des témoignages cités ne peut compenser leur caractère hétéroclite.

Depuis Soljénitsyne, abondamment cité, mais dont on évite soigneusement de signaler les positions ouvertement réactionnaires, l'admiration pour le Chili de Pinochet par exemple.... jusqu'à Medvedov qui, par bien des détours, tente de perpétuer l'illusion d'une URSS encore socialiste !

Soyons clair : lorsqu'il y a près d'un an, Brejnev échangeait le prisonnier politique Boukovski contre Corvalan, chef du parti révisionniste chilien détenu par Pinochet, cet ignoble échange constituait un aveu : l'aveu qu'entre les camps de l'île Dawson et les goulags de Riga, les «hôpitaux psychiatriques» de Dniepropetrovsk, il n'y avait pas —de ce point de vue-là— de différence. Les événements de ces dernières années —la libération de Pliouchtch, la divulgation à la télévision d'un document filmé sur la prison de Riga —dont les officiels soviétiques ont dû reconnaitre l'existence— l'échange de Boukovski, ont contribué à mettre à jour la réalité de cette répression.

Mais tout en réprouvant le caractère hétéroclite des témoignages utilisés par Glucksmann, la position des communistes est claire : nous devons dénoncer l'existence des camps et de tous les procédés dégradants employés envers le peuple soviétique. Il faut s'interroger sur les formes que pourra prendre en France, la répression de la bourgeoisie par le prolétariat; une contrainte qui s'exercerait dans les mêmes formes, que la répression de la bourgeoisie sur le prolétariat, une telle contrainte ne peut pas être employée par le prolétariat au pouvoir. Mais rejeter cette forme de répression ne signifie pas rejeter toute idée de répression, ne signifie pas se boucher les yeux devant la nécessité d'une contrainte du prolétariat sur la bourgeoisie...

Le camp : argument choc

Mais surtout, l'avantage d'insister sur les camps, c'est en fait l'avantage de tout témoignage oculaire ou vécu. Inutile de chercher chez Glucksmann quelque rigueur scientifique qu'il récuse lui-même, l'expédiant d'un seul coup de pied dans la même poubelle que le marxisme. Non, c'est avant tout à notre imagination, à nos «nerfs de femmelette» comme dit ironiquement l'un d'entre eux, que s'adressent les images des camps. Le détail horrible, l'accumulation de traitements tous plus inhumains les uns que les autres sont alors sensés servir de preuve. L'imagination et la sensibilité ainsi éveillés, la réflexion n'a plus qu'à endosser.

Plus encore, l'habileté de l'argument-massue, les «camps» réside dans la résonance même de ce mot, que les auteurs ne manquent pas de reprendre en écho et d'orchestrer : derrière le mot, émerge toute l'horreur des camps de concentration nazis, toute la répulsion qu'inspirent ces souvenirs de Dachau ou de Mathausen, les files de pendus et les fours crématoires, la tentative d'extermination par la bourgeoisie fasciste allemande d'une partie du peuple.

Là, dans cette imagination mise à vif, dans cette répulsion se nouent les premiers fils de la démonstration. Là, dans ce mouvement de recul, doit apparaitre au lecteur, encore toute chargée d'horreurs, la «première évidence» : «russe ou nazi un camp est un camp» (Glucksmann).

Dans le halo de mystère et d'horreur du mot «camp», renforcé par les témoignages, il n'y a plus que ce refus instinctif du camp, de la privation de liberté, il n'y a plus que cette illumination dont la clarté doit aveugler le lecteur : «*Si un camp est un camp, c'est que russe et nazi, c'est la même chose, c'est que socialisme et fascisme, c'est la même chose*» ! Il n'y a même plus place pour une réflexion plus exigeante, plus rigoureuse, qui pose le problème en terme de classe, qui cherche lucidement les causes, analyse les contradictions dans leurs similitudes et leurs différences, dans leur évolution profonde, qui dégage des perspectives.

Idéaliste et métaphysique, le «camp» comme la guerre ou la violence joue ici le même rôle de mot-fétiche dont la seule évocation doit subjuguer la réflexion, faire renoncer d'avance à toute analyse et toute lutte.

Une évidence à ne pas démontrer

«L'évidence du camp», telle est donc la première marche que veut faire gravir Glucksmann dans son livre «la cuisinière et le mangeur d'hommes».

Marche doublement bancale : d'abord, il faut, contre toute logique, supposer l'URSS un exemple de socialisme, nier sa transformation en pays révisionniste, capitaliste d'État ! Ensuite, nous ne trouvons pas dans cette évidence l'ombre de la moindre rigueur : quelle classe dirige aujourd'hui l'URSS ? Peut-on parler de liberté comme s'il n'y avait pas de classes, pas de contradictions entre des classes dont la liberté s'exclut ? Qu'est-ce que le fascisme ? Toutes ces questions qui pourraient permettre de cerner de plus près l'existence en URSS aujourd'hui d'une répression de caractère fasciste envers le peuple, de s'interroger sur les causes sont évacuées. A la place, une «*évidence*» qui, frappant notre sensibilité, n'aurait pas besoin d'être approfondie et qui ouvre la porte à toutes les déformations et contre-vérités. Un exemple : les camps ? Eh bien, c'est grâce aux camps et au travail forcé imposé aux prisonniers que l'URSS a pu édifier ses plus grandes réalisations... Les usines sidérurgiques ? Ce sont les prisonniers... Le centre industriel de l'Oural, le réseau férroviaire ? Ce sont les prisonniers... insinue-t-on. Dans la hâte de salir le socialisme pour mieux le jeter aux orties, le

nouveau philosophe ne met pas son point d'honneur dans la vraisemblance. Pas plus que dans la rigueur de sa démarche.

Peu lui importe d'ailleurs. Il voit plus loin : attaquer le socialisme en faisant passer le capitalisme pour le socialisme, c'est la première étape. La deuxième qui justifie son entreprise, c'est de démolir la base politique idéologique du socialisme, le marxisme. Comment ? En essayant de prouver que «marxisme et camps ne sont pas extérieurs l'un à l'autre», qu'il n'y a pas de «camps russes sans marxisme».

LE NOUVEAU PHILOSOPHE CONTRE LE MARXISME

Remarquons d'abord que, pas plus qu'il ne s'embarrasse de scrupules en choisissant l'URSS comme exemple de socialisme, le nouveau philosophe ne se gêne pour se servir du révisionnisme, lorsqu'il sert sa démonstration. Il ne faut pas attendre de lui un point de vue matérialiste dialectique sur les déformations du marxisme. Là comme ailleurs, on en reste à la surface des notions : Marx, Lénine, Staline, Trotsky, Krouchtchev, Mao, Althusser, Lukacs, et d'autres encore arrivent là pêle-mêle. Pour Glucksmann, inutile de distinguer le vrai marxisme du faux : du moment qu'on se dit marxiste, il n'y a qu'à le croire sur parole. Il est alors bien facile, sans plus ample examen, d'utiliser l'un **ou** l'autre pour condamner en bloc **le** marxisme, ou d'opposer l'un à l'autre pour les renvoyer dos à dos.

Comment le nouveau philosophe va-t-il donc tenter de prouver que le marxisme secrète le camp» ?

Extérieur donc répressif

Le premier argument est fondé sur la relation entre le marxisme et les masses. Glucksmann reprend une affirmation de Lénine qui, dans sa polémique contre les économistes russes, aux premiers temps de la diffusion du marxisme en Russie, souligne précisément la nécessité de diffuser le marxisme, de ne pas s'en remettre à la seule spontanéité des ouvriers dans la lutte pour le renversement de l'autocratie tsariste. Conclusion tirée par Glucksmann : «du coup, on ne dénie pas à la résistance le seul pouvoir de connaitre, on lui retire la parole». La résistance, c'est ici la «résistance ouvrière», qui fit les beaux jours des groupes spontanéistes d'après 68. Glucksmann fut d'ailleurs chantre en son temps du spontanéisme. Le débat n'est donc pas neuf, même si le spontanéisme a fait long feu.

Comment est ici transformée la thèse de Lénine ? Au lieu d'y voir les deux étapes de la connaissance, la nécessité de se servir des connaissances à la fois sensibles et rationnelles déjà synthétisées (qui forment les «principes marxistes»), la nécessité de se servir de la méthode d'analyse matérialiste dialectique pour analyser toute réalité, Glucksmann ne veut voir qu'un aspect : l'affirmation que le prolétariat est incapable, sans la lumière du marxisme, de parvenir à la connaissance approfondie qui seule lui permettra de renverser et de détruire l'État bourgeois . Citant non pas Lénine mais en l'occurrence Lukacs qui commente Lénine dans un livre sur Soljénitsyne (!), Glucksmann souligne : «Par elle-même, la plèbe arrive «tout juste à la conscience de soi». Et il conclut : puisque le peuple n'est pas assez conscient pour s'exprimer, qu'il ne peut que crier ou se révolter, le peuple n'a qu'à se taire («si tu cries simplement, tais-toi» !). Boulet final : «le marxisme ne «dépasse» pas la critique prolétarienne —il est anti-plébéien».

Le glissement de la thèse de Lénine à la condamnation du peuple au silence par le marxisme est grossier. Que «le marxisme universitaire», ce système qui tente de ficeler tant bien que mal dans le même paquet livré aux étudiants d'histoire ou de philosophie, Marx et Garaudy, soit effectivement un système mort, qui a coupé ses racines, n'a rien d'étonnant. Mais qu'est-ce que le marxisme sinon la synthétisation des idées justes des masses ? Où le marxisme puise-t-il son enrichissement, sa vie sinon dans la progression des idées des masses, dans cette dialectique entre les idées déjà synthétisées par le parti communiste et leur vérification dans la pratique par les masses ?

On ne peut, certes, accuser Glucksmann, de mal connaitre le marxisme, du moins le marxisme suffisamment trafiqué pour être enseigné dans les écoles de la bourgeoisie. Alors comment expliquer, sinon par les nécessités de sa démonstration, cette affirmation : «*A la question : qui voit juste, celui qui a le pouvoir ou celui qui le subit ? —le marxisme répond chaque fois : celui qui a le pouvoir.*» ?

L'État et l'édification du socialisme

C'est sous ce thème —le pouvoir, l'État— que se place le deuxième argument destiné à nous prouver que marxisme et répression sont une seule et même chose. En fait, dans la logique du nouveau philosophe, la nature de classe du pouvoir que peut mettre en place un parti guidé par le marxisme est inscrite d'avance dans la relation oppressive qu'établit le marxisme avec les masses : puisque ses buts sont fixés au peuple «de l'extérieur» par le marxisme, il va de soi que l'État qui a pour fondement idéologique le marxisme, ne peut être qu'extérieur au peuple. Et donc par nature, répressif.

Ce n'est pas de front l'idée de la dictature du prolétariat, de la nécessité d'une répression de la bourgeoisie par le prolétariat au pouvoir qu'attaque Glucksmann. Non, on retrouve chez lui, fondamentalement, le même discours anti-autoritaire, anarchiste ou spontanéiste qui prétend, non refuser le pouvoir du prolétariat mais l'inscrire d'emblée dans la suppression des classes, dans la suppression de toutes les différences et de toute oppression. On retrouve ce langage décapant qui, apparemment placé au dessus de la mêlée, se paie le luxe de renvoyer dos à dos bourgeois et marxistes au nom de la liberté et de la suppression des classes.

En fait, dans cette façon de poser le problème de la suppression des classes et des différences de classe, sont complètement absents les moyens de cette transformation : par quels moyens le prolétariat autrefois opprimé par la bourgeoisie, par son savoir, par la division du travail (entre hommes et femmes, entre manuels

et intellectuels, entre la ville et la campagne), opprimé par les habitudes très profondes inculquées par des siècles de domination, peut-il débarrasser la société de tout ce poids légué par le passé ? La disparition des classes et des différences de classes est-elle possible sans que le prolétariat soit organisé, sans qu'il soit profondément conscient de l'ampleur de la lutte que la disparition de toute oppression, de toute différence de classe nécessite ?

Mais les arguments, sinon l'idée, une fois encore, sont nouveaux et s'appuient sur des problèmes réels. Le problème, dont se saisit Glucksmann, pour tenter de prouver que le socialisme n'est pas la libération des forces créatrices du peuple, mais la reconduction des rapports oppressifs existant auparavant, c'est celui de l'édification du socialisme, c'est celui de la capacité du socialisme à transformer les rapports de production et la superstructure en particulier sur deux points : le rapport des hommes au savoir, et le déperissement de l'État.

1/ La transformation de toute la société...

Aux problèmes réels qui sont posés par la période d'édification du socialisme en URSS, Glucksmann répond par l'inexistence du socialisme : il donne l'exemple de Soljenitsyne qui, autrefois officier dans l'Armée Rouge, méprisait et maltraitait le soldat qui lui servait d'ordonnance, et en conclut : l'Armée Rouge était une armée bourgeoise, puisque dominée par des rapports bourgeois. Il est juste de s'interroger sur la capacité du pouvoir soviétique à transformer en profondeur la conception de l'armée, son lien avec les masses, les rapports sociaux au sein même de l'armée, sur la réinsertion rapide et massive d'officiers tsaristes à la direction de l'Armée Rouge, sur le rôle fondamental accordé au matériel militaire.

Le problème est donc de savoir si la répression sur les hommes était une exception ou une norme générale, de se demander dans quelle mesure la multiplication d'un tel exemple ne favorise pas la constitution d'une couche de privilégiés, n'est pas un ferment de la naissance d'une nouvelle bourgeoisie.

L'exemple choisi —l'URSS— soulève certes de nombreux problèmes : «*L'économie socialiste en URSS est* (-elle) *un exemple de l'accord parfait entre les rapports de production et le caractère des forces productives ?*» Dans quelle mesure l'URSS, avant la restauration du capitalisme, a-t-elle entrepris la transformation en profondeur de tous les rapports sociaux, comportements, habitudes hérités des dominations de classe antérieures et qui tendent à les reproduire ?

Le choix de l'exemple exclusif de l'URSS permet à Glucksmann de passer sous silence toute la réflexion et les premières réalisations engagées par le Parti Communiste Chinois pour la «restriction du droit bourgeois» et la suppression progressive des trois grandes différences (en particulier entre travailleurs intellectuels et travailleurs manuels). Ceci lui permet aussi de ne pas s'interroger sur quel processus concret peut conduire à une telle transformation à la fois de l'ensemble des rapports de production et de la superstructure, sur les rapports qu'entretiennent sous le socialisme, la transformation des forces productives et celle des rapports de production, la transformation de l'infrastructure et celle de la superstructure.

2/ ...et l'extinction de l'Etat : par quel processus ?

Posé dans les mêmes termes (si l'État ne s'éteint pas tout de suite, c'est qu'il ne s'éteindra pas du tout),le problème de l'extinction de l'État est assorti d'une tentative pour trouver une solution à cette thèse dans les écrits de Marx.

En fait de soutien, il ne s'agit guère que d'un vulgaire tour de passe-passe : Glucksmann oppose «*le peuple qui invente cette destruction de l'État*» (la dictature du prolétariat sous la Commune), et Marx qui répond à l'expression du programme de la social-démocratie allemande, «*État du peuple*» par la remarque : «*Je ne puis dire qu'une chose, c'est que je ne suis pas marxiste*». Dans la critique de cette expression du programme de Gotha, Marx en fait attaque le mot «*peuple*» car il masque le caractère de classe prolétarien de l'Etat voulu par les communistes. Glucksmann, lui, en se contentant d'une allusion bien placée, attaque le mot «*État*». De là à laisser entendre que Marx est en fait contre l'idée que le prolétariat puisse s'organiser en État, il n'y a qu'un pas, allègrement franchi dans la confusion qui s'opère autour du mot Etat, assimilant dictature du prolétariat et «*destruction de l'État*» : destruction de l'État bourgeois par la révolution, ou extinction immédiate de l'État prolétarien, on ne sait. De telles vulgaires falsifications ne gênent guère le nouveau philosophe. Sans doute, la nouvelle philosophie est-elle également nouvelle conception de la vérité.

Le marxisme : discours vide ou analyse concrète

Que Marx puisse dire : «*Je ne suis pas marxiste*», voilà qui comble d'aise les nouveaux philosophes. Quelle meilleure preuve que le marxisme n'existe pas, que le marxisme n'est au fond qu'un discours développant et contredisant au passage le «*maître-penseur*» Marx ?

Telle est l'image du marxisme donnée par le nouveau philosophe : non pas analyse concrète d'une situation concrète, mais discours sur le discours du maître, discours qui se referme sur lui-même. Et c'est là le troisième grand argument contre le marxisme.

Et là encore, le nouveau philosophe s'en réfère abondamment à l'URSS : que Krouchtchev ou Brejnev émaillent leur discours de termes marxites, et voilà le marxisme devenu simple caisse de résonance du révisionnisme, des mots qui ont pour toile de fond leur contraire ! Le nouveau philosophe ne tient-il pas là l'image-vérité du marxisme ?

Mais au delà de l'assimilation révisionnisme-marxisme, le problème est aussi plus profond et nous interroge : n'y a-t-il pas parfois tendance à considérer les termes marxistes, les analyses léninistes, comme des garanties, des garanties que la réalité qu'ils servent à analyser est, elle, bien socialiste sans examiner toute la distorsion qui peut s'opérer insensiblement entre la réalité et le terme dont on la désigne ? Et si le marxisme est une science, ne peut-il pas y avoir tendance à une simplification qui serait, elle, tout le contraire d'une attitude scientifique : si le marxisme est une science, cela ne veut-il pas dire que le Parti Communiste ne peut pas se tromper, et donc qu'à la limite, il peut imposer son savoir sous prétexte qu'il est la vérité ?

Les problèmes réels d'une attitude dogmatique, qui ignore ou élude les contradictions, les masque au nom de la vérité du discours marxiste, Glucksmann ne les saisit certes pas pour les approfondir. Il ne cherche qu'à les retourner contre le marxisme, à affirmer que «c'est l'autorité qui intéresse le marxisme».

En fait, l'affirmation que l'URSS est socialiste appliquée au rôle du discours marxiste dans l'URSS d'aujourd'hui permet à Glucksmann de franchir un nouveau pas dans son attaque du marxisme. D'après lui, non seulement le marxisme est nécessairement répression du peuple, non seulement *«marxisme et camps ne sont pas extérieurs l'un à l'autre»* mais le marxisme sert à cacher la répression : sous la justification du travail forcé comme *«rééducation»*, sous la condamnation des dissidents pour atteinte à l'État soviétique par l'appel à la collaboration du malade avec le médecin de l'asile au nom d'une idéologie commune qui serait le marxisme, le «camp russe» parvient *«au stade suprême de sa perfection»*. En fait, ce n'est pas tant le *«camp russe»* que vise l'attaque mais son présupposé : le marxisme, et tous les arguments concourent à éveiller cette idée chez le lecteur : le marxisme n'est pas seulement répression, il est en matière de répression, le fin du fin, la perfection.

Avant d'examiner ce point plus en détail, arrêtons-nous sur l'image que ce philosophe qui, après tant d'autres, prétend se mettre au côté du peuple, donne de la classe ouvrière et du peuple. Une bien piètre image.

Un peuple de moutons

En fait, chez ce défenseur désintéressé du peuple, le peuple n'existe pratiquement pas : c'est la *«plèbe»* avec ce que le terme révèle de mépris. S'il en est question, c'est avant tout pour souligner sa faible résistance à l'oppression. S'il en est question, c'est avant tout comme d'une masse de manœuvre tantôt des révisionnistes tantôt des fascistes, comme d'une foule indistincte bernée par l'illusion du socialisme. Mais c'est tout. Glucksmann peut toujours déplorer que d'après lui, le peuple n'ait droit à la parole que *«les jours de fête»*, il regarde la *«plèbe»* de tellement haut que toutes les questions réelles que se posent les travailleurs sur le socialisme, sur la révolution, sur le PCF, que les nouvelles formes de lutte, les coups portés à la domination révisionniste restent pour lui choses inconnues. Et quand le nouveau philosophe suppose : *«Et si toute la plèbe résistait»*, quand il parle des *«cris»* de cette *«plèbe»* comme expression suprême de cette résistance, de quels cris, de quelle foule donne-t-il l'image sinon celle d'un troupeau bêlant ?

Conscience apportée de l'extérieur au peuple, État qui, parce qu'il est État et qu'il ne *«s'éteint pas»* est nécessairement répression du peuple, marxisme haut-parleur de lui-même et bonne conscience de cette répression, tels sont les principaux arguments par lesquels Glucksmann tente d'écraser le marxisme. Nous avons vu comment, en faisant passer la restauration du capitalisme pour le socialisme, par quelles contre-vérités et falsifications, par quelles juxtapositions de gros plans, Glucksmann tentait d'assimiler dans les faits marxisme et fascisme. Mais là ne s'arrête pas son entreprise. Il essaie aussi de prouver une identité de nature entre marxisme et fascisme. Et c'est pour cette œuvre que la bourgeoisie lui décerne le titre de «philosophe». Regardons ce qu'il en est.

UNE PHILOSOPHIE BIEN BOURGEOISE

La preuve, Glucksmann la cherche dans la réponse à la question : d'où vient le camp ? Réponse à deux dimensions qui se croisent : l'une qui se veut historique, l'autre philosophique.

Jonglerie avec l'histoire

L'URSS, dit Glucksmann, c'est *«la répétition de notre histoire»*, c'est le «déjà vu», le «déjà entendu». Ce qu'il veut dire par là, c'est que la création du socialisme en Russie serait en réalité création du capitalisme. Quelles preuves en donne-t-il ?

1/ Pas de prolétariat ...

D'abord que la Russie où se fait la victoire de 1917 est un pays où le prolétariat est très peu développé. Rappelant les chiffres donnés par Lénine (*«1 200 000 ouvriers d'industrie en 1922 contre 3 000 000 en 1917»*) sur (*«130 à 140 millions de Russes»*), et l'appréciation de celui-ci en 1921 : *«Le prolétariat a disparu», «le prolétariat industriel... est déclassé... et a cessé d'exister en tant que prolétariat»*, le philosophe a beau jeu de rire au nez de cette dictature du prolétariat... sans prolétariat.

En fait, le problème est réel : le prolétariat russe a certes laissé nombre de ses membres au front, victimes de la guerre inter-impérialiste ; c'est lui aussi qui s'est porté aux premiers rangs pour défendre les premières victoires de la révolution socialiste contre les armées blanches. Mais, Glucksmann se garde bien d'en faire mention, cette «disparition» du prolétariat n'est-elle pas avant tout la preuve de la conscience politique de cette classe, conscience qui fonde sa capacité à diriger ? Le problème posé, c'est celui de la nécessité de l'alliance privilégiée des ouvriers et des paysans et non fondamentalement, celui du seul nombre du prolétariat.

2/ créer un prolétariat

Deuxième argument, donc : puisqu'il n'y a pas de prolétariat, l'État soviétique a dû en créer un. Comment ? Par *«l'expropriation des cultivateurs.»* Un parallèle étroit est établi là entre deux choses : d'une part, la *«prolétarisation des paysans»* opérée par le socialisme, le développement important des villes et de l'industrie qui a marqué le «décollage» de l'économie soviétique saignée par la guerre impérialiste; d'autre part, l'*«accumulation primitive»* qui a été nécessaire au développement du capitalisme dans les pays européens aux XVII[e] et XVIII[e] siècles. Le lien entre les deux, c'est *«l'expropriation des cultivateurs.»*

Sur quoi repose une telle démonstration ? D'abord, et là encore, Marx n'est utilisé que de la manière la plus trompeuse : quand Marx parle de la transformation des *«producteurs en salariés»* comme d'un *«affranchissement»*, quand il souligne que la privation violente de milliers d'hommes de leurs moyens de production et d'existence traditionnels par le capitalisme naissant, la constitution d'un prolétariat errant est une *«révolution»*, il analyse les conditions économiques, les méthodes qui ont permis au capitalisme de se développer ; il montre comment les paysans, dans cette transformation, sont libérés des

anciens rapports de production féodaux (le servage), comment cette étape (le capitalisme), est une étape supérieure du développement.

Quel usage fait Glucksmann de cette analyse ? Ne tenant aucun compte du contexte historique précis analysé par Marx, il lui fait dire que les révolutions qui économiquement comptent, sont celles qui *«dépouillent de grandes masses de leurs moyens de production et d'existence»* ! Par contre, en rapprochant cette absurdité de la situation concrète de l'édification du socialisme en URSS, on obtient d'un seul et même mouvement de pensée que l'appropriation collective des moyens de production et en particulier la collectivisation progressive des terres et des instruments de travail ont eu pour réalité de «dépouiller» les ouvriers et surtout les millions de paysans *«de leurs moyens de production et d'existence»*.

Par cette falsification de Marx et cette manipulation de l'histoire, Glucksmann s'ouvre deux portes : primo, il étaye sa thèse que le socialisme est répression des masses puisqu'il les exproprie ; secundo, il avance sa preuve historique : c'est le capitalisme que la révolution soviétique a développé sous couvert de socialisme puisqu'il y a expropriation des producteurs.

Le point de vue de Glucksmann est clair : ce qu'il défend en réalité, sous ce terme vague de «cultivateurs», c'est la paysannerie russe en général, sans distinction de classes, et une paysannerie en fait mythique : celle qui aurait gardé de l'époque encore récente du servage, des habitudes communautaires, l'organisation en «mir» (commauté villageoise). Mais ce «socialisme paysan» avant la lettre, tant vanté par certains bourgeois n'était-il pas l'autre face précisément de ce servage encore bien présent, de la misère et de la famine, du knout du propriétaire terrien, de la grande révolte des paysans de 1905 ?

D'autre part, de quelle «expropriation» s'agit-il ? S'il y a eu expropriation par la révolution soviétique, c'est bien expropriation des capitalistes industriels et des grands propriétaires fonciers. En fait, Glucksmann amalgame deux processus distincts : l'expropriation des capitalistes et la collectivisation des terres. Cet amalgame empêche que la question : quelle classe, dans quel processus historique et par quels moyens soit posée. Cet amalgame empêche que les méthodes de collectivisation employées en URSS dans les années 20 soient examinées en profondeur, que soient réellement posés les problèmes : est-ce la persuasion qui l'a emporté ? Ou bien, comme l'admettait le PCUS, est-ce que certaines méthodes de contraintes brutales ont tendu à supplanter la persuasion ?

Lorsque sont évoqués les milliers de paysans affamés et jetés sur les routes aux débuts de l'édification socialiste en Russie, on se garde bien de préciser les véritables causes : la misère et les ravages causés par la guerre impérialiste et les armées blanches, le retour chez eux ou l'installation en ville de milliers de paysans-soldats après la victoire de l'Armée Rouge. Par contre, tout laisse entendre qu'ils sont privés de leurs terres... alors que le premier acte de la Révolution d'Octobre a précisément été de remettre la «terre aux paysans», mot d'ordre par lequel se sont engagées dans la révolution de 1917, les grandes masses de paysans pauvres et moyens-pauvres. Insinuations, termes vidés de leur contenu, la rigueur n'est là que de façade, friable, et inconséquente.

3/ ...pour instaurer le capitalisme d'Etat.

Troisième point de l'augmentation historique : cette réédition de «l'accumulation primitive» du capitalisme ne serait pas une simple répétition de l'histoire ; elle serait sous un certain angle autre et pire.

Il s'agit là de répondre à la question : capitalisme en URSS ? Mais comment cela puisqu'il n'y a pas de propriété privée ? La réponse apportée est simple : puisqu'il y a expropriation des ouvriers et des paysans de leurs moyens de production, il y a *«séparation de l'ouvrier et des moyens de production»*, ce qui «fonde» l'existence des *«rapports de production capitalistes»*. Voilà pour prouver l'existence du capitalisme.

Mais quel est donc le propriétaire des moyens de production, puisqu'il n'y a plus de propriété privée ? Une «bourgeoisie d'État». On voit comment, en s'emparant des interrogations justes des travailleurs sur la nature de classe actuelle de l'État en URSS, en s'appuyant sur la perception juste mais encore confuse qu'ont beaucoup d'entre eux d'un pays où bien des privilèges existent pour un appareil de cadres et de bureaucrates, la réalité de la restauration du capitalisme (sous forme de capitalisme d'État) est ici transformée en processus **d'instauration** du capitalisme d'Etat depuis la Révolution d'Octobre par le parti communiste lui-même.

L'anti-communisme à l'œuvre

En fait, même si l'idée d'un capitalisme d'État en URSS est lancée par Glucksmann, cette idée juste est étroitement asservie au but de la démonstration ; non pas dégager du modèle négatif de l'URSS des leçons pour l'édification du socialisme en France, mais fonder sur un semblant d'analyse historique l'idée que socialisme et fascisme ne seraient que les deux faces d'une même réalité.

Suivons son raisonnement : s'il existe depuis Octobre 1917 un capitalisme d'État en URSS, qui se fait passer pour du socialisme, c'est que ce capitalisme n'est pas la simple réédition du capitalisme apparu il y a deux ou trois siècles. Il bénéficie sur ses prédécesseurs (toujours d'après le nouveau philosophe) de l'expérience accumulée de toutes les formes de répression capitaliste, il les concentre, dit-il, et les porte à un degré supérieur : le camp de travail serait ainsi la fusion du camp de concentration inventé par le capitalisme «occidental» et du travail collectif, socialisé, dans lequel selon le marxisme, la classe ouvrière s'éduque et s'affranchit.

On voit là comment Glucksmann accroche les deux maillons nécessaires pour tirer toute la chaîne : d'un côté, le capitalisme dont en filigranne est évoquée la transformation en impérialisme, en domination du capital financier, en dictature terroriste ouverte de ce capital financier selon la célèbre définition que donne Dimitrov du fascisme ; de l'autre côté, le marxisme dont les auteurs (on a vu par quels procédés) ont tenté de prouver le caractère fondamentalement extérieur au peuple et répressif envers lui et, aboutissement pratique du marxisme, le socialisme-capitalisme d'État. Il ne reste plus qu'à coller

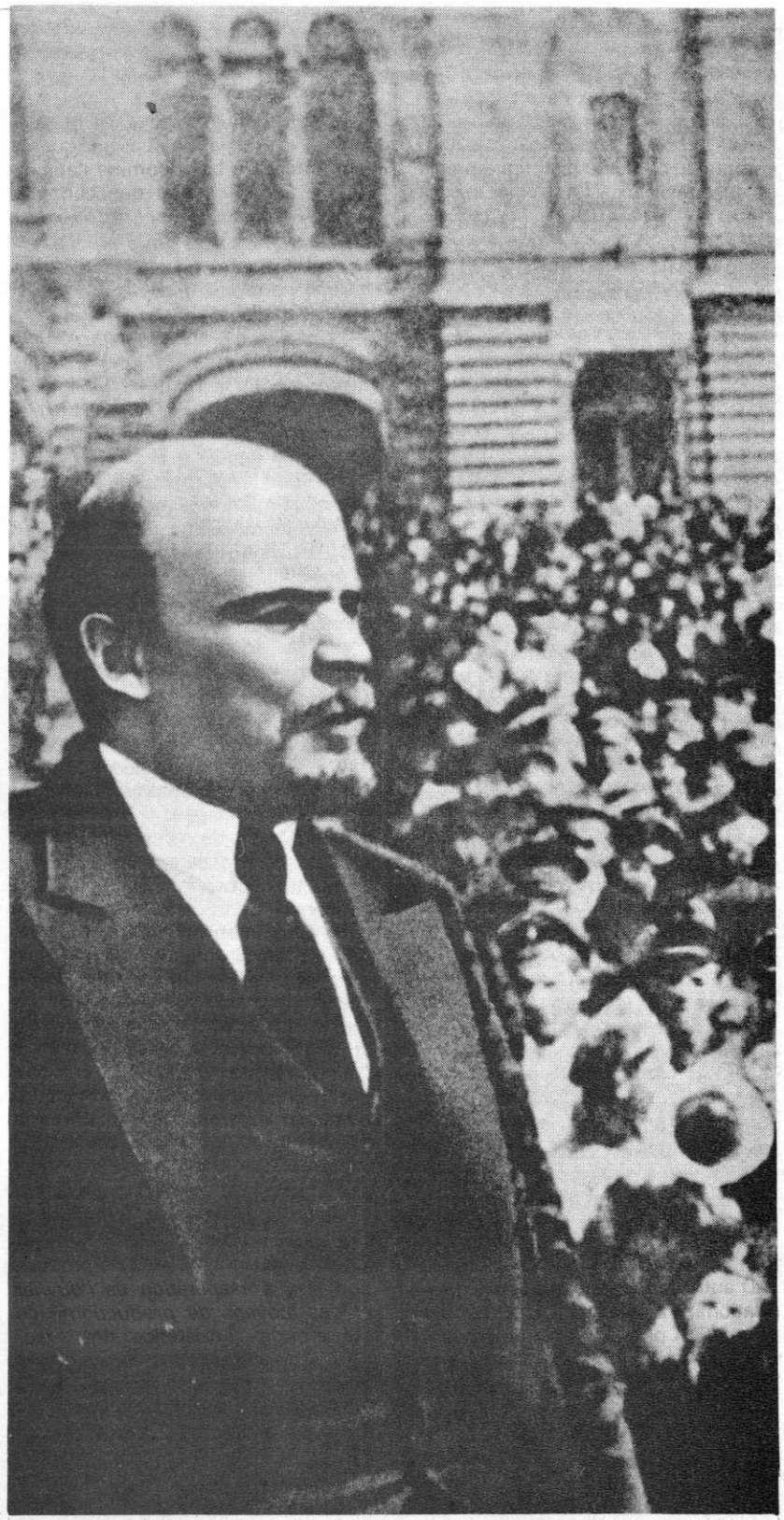
les deux faces de la pièce l'une contre l'autre, toutes deux images d'une forme de capitalisme, images d'un système achevé de répression.

Démonstration bien facile ! Tout le mécanisme joue sur le flou organisé autour de la réalité de l'URSS : image-type du socialisme, ou capitalisme d'État, l'URSS est au gré de la démonstration, l'un ou l'autre, selon le but immédiat : on feint de croire l'URSS sur parole, socialiste, pour montrer du doigt la répression et accuser le marxisme, et on l'analyse capitaliste, forme suprême de capitalisme pour établir son identité originelle avec le fascisme. Flou nécessaire à une telle philosophie, peut-être, procédé de charlatan, c'est sûr.

Or, il n'y a même pas essai pour tenter de rendre ce flou quelque peu cohérent. Et il ne peut pas y en avoir ; car si on suppose un instant la «nouvelle philosophie» capable de dialectique, même superficielle, si on suppose l'URSS socialiste en paroles et impérialiste dans les faits, ce qu'elle est réellement, c'est aussi tout le présupposé de la démonstration qui s'écroule : l'URSS n'est plus alors un modèle de socialisme et il n'y a alors plus rien à démontrer. Si, une chose : comment l'URSS, de pays socialiste a dégénéré en pays capitaliste. Question fondamentale à étudier mais ce n'est pas là le propos du nouveau philosophe.

Le vide philosophique

Dernière tentative pour justifier cette entreprise d'assimilation du marxisme et du fascisme : montrer que la «Russie» est «dans nos têtes», montrer que «*nous ne sommes pas innocents des camps*». Qui «nous» ? «*Notre société*» sans distinction de classes. Première explication : l'histoire de notre société porte en elle «l'enfermement». Glucksmann rappelle ici comment la bourgeoisie montante du XVII[e] siècle fit enfermer tous les vagabonds, tous ceux qui n'avaient pas de travail et donc étaient supposés porteurs de tous les vices, comment ces prisons étaient à la fois des lieux de travail et des lieux où par la



Octobre 1917 : les ouvriers et paysans russes créent le premier Etat socialiste.

propagande religieuse et les châtiments, on espérait rééduquer les enfermés, les «fous» comme on les appelait alors. Il n'en faut pas plus à l'auteur pour enjamber les siècles et souligner la parenté de cette répression avec celle qui sévit en URSS, désigner l'URSS comme «l'achèvement» du processus de «grand renfermement» commencé avec la naissance de la bourgeoisie et qui trouverait sa perfection sous le nom de socialisme.

Jonglerie avec les siècles, les structures sociales et les causes profondes, le nouveau philosophe n'innove guère.

Et quand Glucksmann, voulant encore approfondir philosophiquement sa thèse, affirme «*Tramoni, c'est nous-mêmes, nos idées, notre histoire*», à qui s'adresse-t-il ? Ne désigne-t-il pas ainsi la classe dont il se sent de fait le plus proche, la classe qui depuis plus de deux siècles domine, marque toute la société de son idéologie et fait passer l'histoire de son pouvoir pour l'histoire de toute la société ? Et quand il donne pour preuves des «*liens discrets entre notre monde et l'univers concentrationnaire*», «*la discipline des casernes*», «*le despotisme à l'usine*», «*l'enfermement raciste dans les bidonvilles*», «*le terrorisme carcéral*», «*la hiérarchie où qu'elle sévisse*», il ne désigne pas en fait quelques aspects parmi les plus flagrants, de l'oppression capitaliste, de la dictature de la bourgeoisie ; non, il les masque sous les termes vagues de «*notre monde*», de «*société normale*», qui serait plus ou moins porteuse de fascisme. Ainsi, on en reste à des notions superficielles qu'on ne lie que de manière extérieure. En fait, l'auteur, loin de mettre en cause la domination de classe de la bourgeoisie, fait de l'oppression qu'elle impose au peuple, fait du fascisme, des notions complètement coupées de leurs racines de classe, de leurs racines économiques. Seul contenu de ces mots : leur apparence de force incontrôlable.

C'est qu'il s'agit pour Glucksmann, non de porter ses coups contre la bourgeoisie, mais encore une fois contre le marxisme : «*Le marxisme européen... a l'habitude de ne voir là* (dans l'oppression capitaliste), *que phénomènes secondaires, à-côtés quasi anecdotiques de l'exploitation capitaliste.*» Glucksmann n'a certes aucun mal à dégager des preuves pour son argumentation en évoquant l'attitude du PCF face aux mouvements de soldats, son soutien à la maîtrise et aux gardiens de prison, le racisme de nombre de ses membres. Mais ce faisant, il fait passer pour le marxisme, le révisionnisme du PCF, parti qui n'a plus rien à voir avec le marxisme. On connait le procédé.

Et il permet à Glucksmann de refermer sa boucle : si «*la Russie est dans nos têtes*», si «*nous ne sommes pas innocents des camps*», qui désigne en réalité ces «*nous*», cette intériorité du fascisme ? Non pas la classe dominante qui n'est que très allusivement évoquée, non pas l'impérialisme acculé à la dictature ouverte par l'approche de mouvements révolutionnaires, et pas seulement le marxisme ici identifié au parti révisionniste ; mais ce qui est accusé ici, c'est tout ce qui dans notre société, cautionne ou simplement tolère ce marxisme. «*Nous*», c'est «*la sourde complicité de la société ordinaire*» au marxisme. C'est là la démarche bourgeoise classique : tenter de rendre les exploités coupables de leur situation : «si les ouvriers faisaient moins d'heures supplémentaires, il y aurait moins de chômage».

L'ampleur de l'entreprise n'a d'égal que son caractère profondément réactionnaire. Sous couvert de dénonciation de la répression qui sévit aujourd'hui en URSS, ce n'est pas le mécanisme profond qui a conduit à la restauration de la domination bourgeoise en URSS, qui est analysé. Tous les coups sont soigneusement dirigés contre le marxisme et un faisceau d'arguments est appelé à la rescousse pour tenter d'assimiler marxisme et fascisme : interprétation historique dans la tradition la plus bourgeoise, d'événements et de notions coupés de leur contexte, considérations vouues philosophiques, mais qui, refusant une démarche scientifique, s'embourbent dans les ornières les plus profondes de l'idéalisme. Le résultat ? De tout ce qui se voudrait preuves de l'identité du fascisme et du marxisme, il ne reste rien que des falsifications grossières et une démarche volontairement confuse.

Si quelques interrogations justes émergent de ce fatras, sur la gravité et l'origine de la répression actuelle en URSS, sur l'existence d'un capitalisme d'État, elles ne peuvent en fait être nettoyées de l'anti-communisme exacerbé qui les imprègne. Et si la bourgeoisie éprouve le besoin de qualifier pompeusement ce fatras anti-communiste de «nouvelle philosophie», c'est bien une preuve, non d'une nouveauté de sa pensée, mais de la faillite idéologique, politique, de la faillite d'un double modèle : celui de la bourgeoisie traditionnelle, celui du révisionnisme. Ces tentatives prétendûment philosophiques, sont l'expression de ce double échec, de cette double incapacité, de la bourgeoisie et du révisionnisme, à répondre aux aspirations révolutionnaires des masses. Mais dans ce vide des propositions de la bourgeoisie, s'affirme une ligne bien précise : tenter de détourner les travailleurs de la révolution, du socialisme. ■